

Projet de construction d'une Maison Des Femmes

CHRU de TOURS – site de Bretonneau à Tours (37)

MARCHE PUBLIC

CONTROLE TECHNIQUE

COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

28 janvier 2025_V1

SOMMAIRE :

1	OBJET DU MARCHE	3
2	LOT N°1 : CONTROLE TECHNIQUE	3
2.1	Définitions des missions	3
2.2	Contenu de la mission	3
2.3	Responsabilité technique et qualification	3
2.4	Les prestations à réaliser par phases	4
2.5	Relations avec les autres intervenants de l'opération :	5
2.6	Procédure de transmission des documents	6
2.7	Planning et délais prévisionnel	6
2.8	Participation aux réunions et présence	6
3	LOT N°2 : COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	7
3.1	Définitions des missions	7
3.2	Contenu de la mission	7
3.3	Responsabilité technique - qualifications	8
3.4	Les prestations à réaliser par phase	8
3.5	Relations avec les autres intervenants de l'opération :	12
3.6	Procédure de transmission des documents	13
3.7	Planning et délais prévisionnels	13
3.8	Participation aux réunions et présence	14
3.9	Texte règlementaire	15
3.10	Conditions d'exécution de la mission	15
3.11	Contenu des documents	15
4	Conditions d'intervention	17

1 OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concerne les missions relatives aux contrôle technique (CT) lot n°1 et à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) lot n°2 pour l'opération de construction de la Maison Des Femmes sur le site de Bretonneau du CHRU de TOURS (37).

Une note descriptive du projet est jointe en annexe du présent document.

L'opération sera un marché global sectoriel (Conception et Réalisation), procédure avec négociation.

Lieu d'exécution de la mission : Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours, site Bretonneau – 2 boulevard Tonnellé – 37000 TOURS

2 LOT N°1 : CONTROLE TECHNIQUE

2.1 Définitions des missions

Le Contrôleur Technique a pour mission de contribuer à la prévention des aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation de l'ouvrage conformément aux réglementations en vigueur, pour les missions suivantes :

- Mission **L** relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- Mission **S** relative à la sécurité des personnes dans les constructions
- Mission **SEI** relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH
- Mission **F** relative au fonctionnement des installations
- Mission **Ph** relative à l'isolation phonique des bâtiments et ATTPH
- Mission **P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Mission **PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme, y compris fourniture de l'Attestation Sismique **ATPS**
- Mission **Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie et attestation ATTH
- Mission **Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées compris attestation de vérification de l'accessibilité **ATHAND**
- Mission **Vérification initiale des installations électriques** visée à l'article 53 du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988.

2.2 Contenu de la mission

Le Contrôleur Technique fournit un rapport d'analyse sur les dossiers remis par le Concepteur réalisateur de chacune des phases suivantes :

- Projets des 3 candidats phase de dialogue : 2 tours
- Avant-Projet Définitif (A.P.D.),
- Permis de construire / notice de sécurité (PC), et permis modificatif en tant que de besoin
- Etude de projet (P.R.O.), avec remise du rapport initial (RICT).
- Chantier-Tavaux
- Levée des réserves

La mission comprend les ouvrages et bâtiments définitifs à construire mais également tous les ouvrages et bâtiments provisoires liés au phasage des travaux pendant le chantier.

2.3 Responsabilité technique et qualification

Le changement de personne qualifiée devra être notifié immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur, conformément au CCAG prestations intellectuelles.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique désignée si celle-ci n'exerce pas sa mission conformément à ses obligations contractuelles. Dans ce cas, le maître d'ouvrage

demandera à l'entreprise son remplacement immédiat par une autre personne justifiant des compétences requises.

2.4 Les prestations à réaliser par phases

Il appartient au contrôleur Technique :

- De formuler ses avis sur la base des textes en vigueur pour chaque phase.
- Être présent à la demande de la maîtrise d'ouvrage et du concepteur mais aussi à l'occasion des opérations dont l'exécution est particulièrement importante pour la qualité de l'ouvrage.
- Signaler au Maître de l'Ouvrage et au Concepteur Réalisateur l'absence de réception de documents qu'il estime nécessaires à son intervention.

2.4.1 Phase de dialogue :

Le contrôleur technique donnera son avis technique à chaque tour de dialogue, soit 3 tours, pour les 3 candidats (prévoir un rapport d'analyse par tour de dialogue).

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis ou rapports du contrôleur technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence les instructions aux concepteurs et constructeurs et fait connaître au contrôleur technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci leur a adressés.

Le contrôleur technique devra participer aux réunions des phases d'études y compris en phase de dialogue compétitif selon les besoins à la demande du MOA.

2.4.2 Phase de conception :

La phase « examen des documents de conception » est décomposée selon chaque stade de la mission de conception :

- Avant-Projet Définitif (A.P.D.),
- Permis de construire / notice de sécurité (PC), et permis modificatif en tant que de besoin
- Etude de projet (P.R.O.), avec remise du rapport initial (RICT).

Les documents de conception que le contrôleur technique doit examiner au titre de sa mission sont ceux produits par le concepteur aux stades correspondants.

Le contrôleur technique participe aux réunions auxquelles il est convoqué dans le cadre des phases d'études. Pendant ou à l'issue de ces réunions, le contrôleur technique peut formuler des avis. Les avis formulés en cours de réunion sont consignés au compte-rendu, les avis postérieurs sont écrits et transmis.

A la fin de chaque stade de la phase de conception, le contrôleur technique adresse un rapport intermédiaire au maître de l'ouvrage résumant ses avis sur les documents examinés.

À l'issue de la phase de conception, il établit le rapport initial de contrôle technique.

2.4.3 Phase exécution :

Le contrôleur technique examine les plans, schémas, descriptifs et autres documents techniques d'exécution réalisés préalablement à l'exécution des travaux (notamment les plans de synthèse) transmis par le concepteur et les entreprises.

Il prend connaissance des autres documents établis ou fournis par le maître d'œuvre et par les entreprises (procès-verbaux, certificats de qualification, ...) dans le cadre de leurs missions relatives à l'ouvrage.

Chaque examen donne lieu à un avis. Le contrôleur technique dispose d'un délai maximum de 5 jours calendaires pour transmettre ses avis.

NB : Chaque fin de mois, le présent titulaire communiquera au Maître d'ouvrage une synthèse de ses avis émis suspendus ou défavorables non levés. Ce document synthétique sera à communiquer impérativement le dernier lundi de chaque mois.

2.4.4 Phase d'examen sur chantier

Le contrôleur technique donne un avis sur les certificats de classement au feu des matériaux, sur les éventuels certificats de résistance au feu d'éléments préfabriqués, ... ainsi que sur les procès-verbaux d'essais qui lui sont transmis.

Le contrôleur technique dispose d'un délai de 5 jours calendaire pour transmettre ses avis.

Au-delà des réunions de chantier, le contrôleur technique doit effectuer des contrôles sur place dont la fréquence dépendra du stade de réalisation de l'ouvrage. Ces visites font systématiquement l'objet d'un avis technique suivi d'une diffusion.

Le compte rendu de visite ainsi établi sera à diffuser dans les 48 heures qui suivent la visite.

2.4.5 Phase réception des travaux

Le contrôleur technique est informé de la date de réception.

Le contrôleur technique fournit, en sus des prestations explicitement prévues par le CCTG Contrôle Technique, les prestations suivantes :

- Examen des procès-verbaux d'essais ;
- Examen des ouvrages au stade des opérations préalables à la réception en vue d'identifier les non-conformités non corrigées ou nouvelles
- Visites de levées de réserves nécessaires pour établir le rapport définitif de fin de travaux.

Au titre de son forfait de rémunération, le contrôleur technique est tenu d'effectuer toutes les visites de levées de réserves qui s'imposent.

La diffusion des documents sera obligatoirement réalisée dans les 5 jours ouvrés qui suivent la visite.

2.4.6 Phase après réception

Dans le délai de l'année de parfait achèvement, le contrôleur technique pourra être sollicité par le maître d'ouvrage pour donner son avis sur des désordres ou problématiques techniques sur les ouvrages, en rapport avec ses missions.

2.5 Relations avec les autres intervenants de l'opération :

Une réunion de lancement sera organisée au début de l'exécution du marché. Cette réunion rassemblera les différents acteurs de l'opération connus à cette phase (le MOA, le coordonnateur S.P.S., le contrôleur technique, le coordinateur SSI, ...).

Le contrôleur technique ne peut donner d'instructions au coordonnateur SPS, CSSI, aux entreprises ni à tout autre intervenant.

Le contrôleur technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents intervenants (Concepteur CSSI, CSPS, entreprises, ...) qui procèdent, chacun pour ce qui les concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux.

Tous les comptes rendus et rapports des différentes étapes de la phase conception seront adressés au titulaire du présent marché par le Concepteur.

Néanmoins, le contrôleur technique est tenu de demander lui-même aux autres intervenants la fourniture des informations ou instructions écrites qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, le contrôleur technique ne pourra jamais se prévaloir d'un manque de renseignements ou d'instructions pour légitimer les retards ou une exécution non conforme à la volonté du Maître d'Ouvrage.

L'action du titulaire du présent lot ne devra gêner en aucune manière le calendrier d'exécution des études et des travaux. Tout retard apporté dans la remise des documents ou l'émission des avis, et susceptible d'entraîner un retard dans la réalisation de l'opération ou un report de la réception des ouvrages, entraînera une pénalité fixée dans le CCAP.

2.6 Procédure de transmission des documents

Tous les comptes-rendus de visite, avis, et rapport seront numérotés suivant une série unique et continue et feront apparaître les références précises des documents ainsi que leur indice et date de rédaction.

Dans le cas où, il serait proposé par le groupement un système d'Echange de données informatiques, l'ensembles documents produits par le contrôleur technique devront y être déposés de la notification jusqu'à la fin de la GPA.

Dans tous les cas, les documents devront obligatoirement être transmis par mail en parallèle.

2.7 Planning et délais prévisionnel

Le planning prévisionnel de l'opération est joint au marché dans la note descriptive du projet.

Ce calendrier reste un planning enveloppe, qui pourra évoluer selon le projet retenu à l'issue du dialogue compétitif. Le présent marché pourra être adapté par avenant notamment selon la durée réelle des travaux pour la partie de mission de suivi des travaux.

Les rapports devront être fournis dans les délais ci-après (en jours calendaires) :

- **Phase 1** : l'Analyse des projets en phase de dialogue: rapport à remettre sous **10 jours calendaires** à compter de la date de réception des projets pour les projets initiaux (1^{er} tour), puis **7 jours calendaires** à compter de la date de réception des projets pour les autres tours de dialogue.
- **Phase 2** : contrôle des documents de conception (APD et PC) : rapport à remettre sous **10 jours** à compter de la date de réception des documents d'études et **15 jours** pour le rapport initial R.I.C.T établi sur la base du dossier PRO.
- **Phase 3** : contrôle des documents d'exécution : avis à remettre sous **10 jours** maximum à compter de la réception des documents d'exécution. Tableau de synthèse des avis à remettre tous les mois.
- **Phase 4** : contrôle sur le chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements : fiche/rapport à remettre sous **2 jours** à compter de la date de visite. Pour les questions techniques règlementaires posées en réunion et sur le compte-rendu de chantier : réponse à fournir sous **7 jours** à compter de la date de réception du compte-rendu de chantier ou de la demande du maître d'ouvrage ou son représentant. Avis sur les Fiches de Travaux Modificatifs à fournir sous **10 jours** après réception de la fiche.
- **Phase 5** : Vérifications finales en vue de la réception : attestation de solidité et rapport final à remettre pour la visite des opérations préalables à la réception (OPR). VRAT à remettre **7 jours** avant la date de réception. Le rapport final devra être établi pour la totalité des missions afin de permettre au maître d'ouvrage de se prononcer sur la décision de réception des ouvrages...
- **Phase 6** : Période de parfait achèvement : rapport VIEL à remettre sous **30 jours** à compter de la date de réception, et rapport final « sans réserve » à remettre sous **21 jours** après la levée de la dernière réserve. Avis technique sur sujet/désordre GPA à donner sous **10 jours** à compter de la demande d'avis.

2.8 Participation aux réunions et présence

Le contrôleur technique devra participer à toutes les réunions où sa présence est nécessaire durant toutes les phases de sa mission sur demande de MOA, du concepteur, du COPS, CSSI, ...

2.8.1 Phase dialogue compétitif

Le Contrôleur technique devra participer aux réunions des phases d'études y compris en phase de dialogue compétitif selon les besoins du MOA.

2.8.2 Conception, élaboration du projet

Dès notification de son marché, le contrôleur technique participera à toutes les réunions organisées par le Maître d'ouvrage quant à la conception et à l'élaboration du projet. Le Maître de l'Ouvrage lui transmettra toutes les études réalisées par les Concepteurs Réalisateurs ou autres prestataires intéressant sa mission dans un délai compatible avec l'accomplissement de celle-ci.

Le contrôleur technique participera notamment lors :

- **De la phase du dialogue compétitif aux réunions de la commission technique : 2 réunions de commission techniques minimum, soit une par tour de dialogue.**
- **Avant-Projet Définitif (A.P.D.) : 1 réunion intermédiaire**
- **Validation Avant-Projet Définitif (A.P.D.) : 1 réunion**
- **Permis de construire / notice de sécurité : 1 journée**
- **Etude de projet (P.R.O.) : 2 réunions intermédiaires**
- **Validation du projet (PRO.) : 1 réunion**

Rester en liaison avec les représentants permanents de l'équipe de projet.

2.8.3 Suivi du chantier

Le contrôleur technique doit pendant toute la durée des travaux de l'opération :

- Assister aux rendez-vous de chantier hebdomadaires suivant demande et besoin du chantier
- Assister aux réunions mensuelles dites "de Maîtrise d'Ouvrage", suivant demande et besoins du chantier
- Assister aux rendez-vous particuliers en dehors des rendez-vous de chantier hebdomadaires afin d'assurer des compléments de mise au point qui peuvent s'avérer nécessaires, demandés par le MOA, le concepteur, les entreprises.
- Effectuer des visites inopinées deux à quatre par mois afin de s'assurer du respect des règles de mise en œuvre et des plans d'exécution (à adapter selon l'avancement des travaux).

Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu comportant des observations avec précision des zones et ouvrages visités/contrôlés.

3 LOT N°2 : COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

3.1 Définitions des missions

Dans le présent CCTP, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est désigné « coordonnateur SPS ou CSPS ».

En application des articles du code du travail, la mission du coordonnateur SPS comprend l'ensemble des prestations réglementaires relatives à la prévention des risques et la protection de la santé des intervenants du chantier, riverains et futurs intervenants (entretien, maintenance, rénovation).

La mission de coordination de sécurité a pour objectifs :

- L'organisation et le respect de la coordination
- L'organisation et le contrôle d'accès au chantier (y compris la gestion de l'hygiène de chantier)
- L'élaboration du plan général de coordination et le suivi du registre-journal
- La réception et la diffusion des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé
- La constitution du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage

La mission du coordonnateur sera conforme aux articles du Code du Travail.

3.2 Contenu de la mission

Le CSPS fournit un rapport d'analyse sur les dossiers remis à chacune des phases suivantes :

- Projets des 3 candidats en phase de dialogue pour les 2 tours
- Avant-Projet Définitif (A.P.D.),
- Etude de projet (P.R.O.), avec remise du plan général de coordination (PGC)
- Travaux

La mission comprend les ouvrages et bâtiments définitifs à construire mais également tous les ouvrages et bâtiments provisoires liés au phasage des travaux pendant le chantier.

3.3 Responsabilité technique - qualifications

Le coordonnateur doit obligatoirement détenir la compétence de Coordonnateur de Sécurité et Protection Santé telle que prévue au Code du Travail et avoir suivi toute formation de recyclage nécessaire telle qu'une attestation de compétence, délivrée par un organisme agréé le certifiera.

Conformément à la réglementation en vigueur, le coordonnateur est suppléé dans ses missions, par un coordonnateur de niveau équivalent.

Le coordonnateur devra justifier d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum, en matière de contrôle des travaux ou de maîtrise de chantier, ou de fonction de coordonnateur ou d'agent en matière de sécurité et de l'attestation de formation CSPS.

Le changement de personne qualifiée devra être notifié immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur, conformément au CCAG prestations intellectuelles.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique désignée si celle-ci n'exerce pas sa mission conformément à ses obligations contractuelles. Dans ce cas, le maître d'ouvrage demandera à l'entreprise son remplacement immédiat par une autre personne justifiant des compétences requises.

L'action du titulaire ne devra gêner en aucune manière le calendrier d'exécution des études et travaux.

Il est précisé que l'intervention du coordonnateur ne modifiera ni la nature ni l'étendue des responsabilités incombant à chacun des participants à l'opération en application des autres dispositions du Code du Travail.

3.4 Les prestations à réaliser par phase

Une réunion de lancement sera organisée au début de l'exécution du marché. Cette réunion rassemblera les différents acteurs de l'opération connus à cette phase (le MOA, le coordonnateur S.P.S., le contrôleur technique, CSSI, ...).

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé intervient sous la responsabilité du Maître de l'Ouvrage.

3.4.1 Phase de dialogue compétitif

Le coordonnateur participera selon les besoins aux réunions organisées par le Maître d'Ouvrage lors de la phase du dialogue et notamment aux réunions de la commission technique (prévoir 1 réunion de commission techniques minimum). Il fournira un rapport d'analyse sur chacun des 3 projets pour le second tour de dialogue niveau APS.

3.4.2 Phase de conception

Le coordonnateur participera selon les besoins aux réunions organisées par le Maître d'Ouvrage quant à la conception et à l'élaboration du projet. Le Maître de l'Ouvrage lui transmettra toutes les études réalisées par le Concepteur intéressant sa mission dans un délai compatible avec l'accomplissement de celle-ci. Le coordonnateur établit un rapport d'analyse sur le dossier remis par le Concepteur, à l'issue de chaque phase d'étude (APD et PRO).

Le coordonnateur fournit au Concepteur, copie au maître de l'ouvrage, la totalité des documents techniques (notes écrites, plans, ...) relatifs à sa mission.

Le coordonnateur prépare la déclaration préalable, pour envoi par le maître d'ouvrage aux organismes compétents.

Le coordonnateur SPS doit :

- Définir avec le Concepteur-Réalisateur, les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des clôtures de chantier, des appareils de levage, des accès provisoires, des installations de chantier, des installations électriques ;
- Valider en phase conception les dispositifs liés à la sécurité dans toutes les phases de travaux et pour chaque zone de travaux. Le phasage des travaux, et les méthodologies des travaux dangereux (dévoiements de réseaux électriques existants, travaux à proximité de voies publiques, désamiantage si découverte d'amiante en cours de chantier) seront particulièrement à contrôler. Le CSPS donne notamment son avis sur le plan d'installation de chantier proposé par le Concepteur Réalisateur.
- Préparer la déclaration préalable de travaux qui sera envoyée par le Maître d'Ouvrage aux différents organismes compétents.
- Rédiger le Plan générale de coordination (PGC)
- Participer aux éventuelles réunions préparatoires au chantier avec les organismes de prévention (inspection du travail, CARSAT, OPPBTP...)

3.4.3 Phase de préparation de chantier

Pendant la période de préparation du chantier, le coordonnateur convoque toutes les entreprises à une première réunion au cours de laquelle il explique à tous les intervenants comment se conformer à l'application des règles de sécurité et à l'organisation du chantier.

Il les assiste pour l'élaboration du plan particulier de sécurité et de santé et organise des entrevues avec les entrepreneurs afin de vérifier l'avancement de leur travail.

Le coordonnateur valide les plans d'installation de chantier pour chaque phase de travaux qui sont établis par le concepteur en concertation avec le MOA.

Pendant la phase préparatoire du chantier, le coordonnateur SPS :

- Tient le registre-journal de la coordination ;
- Transmet le plan général de coordination (PGC) à tous les intervenants ;
- Adapte le PGC à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par le concepteur, et au calendrier de travaux définitif notifié par ordre de service aux entreprises ;
- Harmonise le PGC en fonction des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Collecte les PPSPS de l'ensemble des entreprises présentes sur le site ; celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur SPS qui vise le document accepté et formule ses remarques par écrit ;
- Diffuse les PPSPS des entreprises chargées des prestations principales (Gros Œuvre par exemple) aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site.

3.4.3.1 Inspection commune de chantier

Le coordonnateur SPS procède avec chaque entreprise (y compris toute entreprise sous-traitante), préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune aux fins de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise doit réaliser, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de santé prévues pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant la remise du PPSPS. Elle fait l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise, et référencé au registre-journal.

Ce procès-verbal est adressé au maître de l'ouvrage et au concepteur.

Le coordonnateur SPS doit informer le concepteur et le maître de l'ouvrage des dates et heures de chaque inspection commune, afin de leur permettre d'y participer s'ils le jugent opportun.

Au cours de l'inspection commune, il appartient à chaque entreprise de transmettre les informations préalables coordonnateur SPS : nom et adresse de l'entreprise ; date approximative d'intervention sur le chantier ; durée des travaux effectifs prévisible sur le chantier ; nature des travaux sous-traités et identification des sous-traitants ; consignes particulières de sécurité à observer par les autres intervenants.

3.4.4 Phase chantier

Le coordonnateur assistera :

- A tous les rendez-vous de chantier hebdomadaires
- Aux réunions mensuelles dites "de Maîtrise d'Ouvrage",
- Aux rendez-vous particuliers en dehors des rendez-vous de chantier hebdomadaires afin d'assurer des compléments de mise au point qui peuvent s'avérer nécessaires,
- A des visites hebdomadaires, afin de s'assurer du respect des dispositions arrêtées lors de l'établissement des documents de base ou lors des rendez-vous tant hebdomadaires que particuliers. La fréquence de ces visites de chantier sera à adapter selon la phase de chantier et les risques. Elle pourra notamment être réduite lors de la phase de préparation de chantier.

Tous ses avis, préconisations et observations devront être consignés et transmis au Maître d'Ouvrage, au concepteur et aux entreprises concernées dans les 24h.

Il devra organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.

Le coordinateur SPS doit veiller à l'application des mesures de coordination et des procédures de travail qui ont été élaborées.

Il devra tenir à jour et adapter le plan général de coordination et veiller à son application.

Il devra également donner son avis et faire ses éventuelles observations, en rapport avec ses missions sur les Fiches de Modifications de Travaux (fiche FTM), afin d'aider la décision du maître d'ouvrage.

3.4.5 Principes généraux de préventions

Le CSPS doit s'assurer que les principes généraux de préventions définis dans le Code du Travail sont effectivement mis en œuvre :

- La mission de coordination sécurité protection santé vise à prendre en compte la gestion de la coactivité entre l'établissement en exploitation, les entreprises réalisant les travaux, les différents transporteurs pendant l'exécution des marchés de travaux, afférents à la mission.
- Pendant ces travaux, l'ensemble des installations techniques et équipements des bâtiments en activité du site devra rester en fonctionnement.
- La mission du coordonnateur SPS est de prévenir, tout au long de l'opération, les risques résultant des interventions simultanées ou successives des diverses entreprises, équipes et chantiers.

Dans ce contexte, il est amené à effectuer les actions suivantes :

- Il analyse les risques inhérents à chacune des situations de travail,
- Il examine les périodes de coactivité prévues par le planning,
- Il évalue les risques résultant de cette coactivité,
- Il propose des mesures de prévention, dont il contrôle la mise en œuvre,

- Il fait respecter l'application des Principe Généraux de Prévention (PGP) et en contrôle la mise en œuvre.

Au cours de cette analyse, il doit également :

- D'une part détecter la présence éventuelle d'un ou plusieurs risques particuliers
- D'autre part être capable d'appréhender les risques de maladies professionnelles et de décrire des mesures préventives.

Tout au long de l'opération, il doit adapter son action à la réalité du chantier.

Le coordonnateur SPS prend en charge, dans sa mission, l'organisation et la gestion des risques de l'opération engagée par le CHRU. Ainsi, le périmètre de sa mission ne se limite pas à l'enceinte close et indépendante du chantier, mais comprend également l'ensemble des opérations, activités, déplacements, et travaux, en rapport avec la présente opération et devant être réalisés sur le site du CHRU ou à proximité immédiate (notamment les voies publiques). Pour ces interventions, et dans le cas où cela s'avérerait nécessaire, un plan de prévention et une autorisation de travail, telle qu'utilisée par le CHRU, seront rédigés par le référent travaux, en relation avec le CSPS, qui devra en contrôler l'application et le respect par les entreprises intervenantes.

3.4.6 Interférences avec les activités d'exploitation environnantes

Le CSPS doit tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation environnantes à l'intérieur ou à proximité du chantier.

Cela comprend :

- Procéder en présence ou non du Maître de l'Ouvrage ou ses représentants, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels. A faire pour chaque phase de travaux.
- Communiquer aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le Maître de l'Ouvrage ainsi que l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.
- Valider le plan d'installation de chantier pour chaque phase et zone de travaux vis-à-vis de l'hygiène et de la sécurité.
- Prendre les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier,
- Coordonner les interférences avec les activités d'exploitation du site et les travaux en toute proximité du chantier.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention dans le RJC. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux de manière à :

- À compléter et à faire viser le RJC conformément au code du travail. Dès compléments ou modifications du RJC, une copie est immédiatement transmise par le coordonnateur SPS au maître d'ouvrage et au Concepteur Réalisateur.
- À participer et à animer les réunions en matière de sécurité et de protection de la santé - À assurer la rédaction et la diffusion des comptes-rendus correspondants.
- À participer à toutes les réunions et visites de chantier nécessaires pour assurer sa mission, et notamment celles organisées par Concepteur Réalisateur, le maître d'ouvrage.

Le Maître de l'Ouvrage prendra les dispositions sur la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé concernant la voie d'accès au chantier. Le coordonnateur assistera le Maître de l'Ouvrage pour la définition des prestations à réaliser et vérifiera que l'ensemble des prescriptions de cette section 7 ont bien été respectées, et prises en compte par les entreprises.

3.4.7 Sécurité du public

Le coordonnateur SPS veille à la sécurité permanente du public, des professionnels et des activités à proximité du chantier.

3.4.8 Gestion de la coactivité

3.4.8.1 *Notion d'excès de coactivité.*

La co-activité est dite excessive lorsque l'intervention simultanée de plusieurs entrepreneurs en un même lieu, non imposée par des impératifs techniques, est susceptible de générer des risques pour la sécurité ou la santé des travailleurs concernés.

3.4.8.2 *Prévention de l'excès de co-activité.*

Au vu du projet de calendrier détaillé d'exécution des travaux, des plans d'exécution éventuels, du plan d'installation de chantier, des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), le coordonnateur SPS identifie géographiquement (sur les plans) et temporellement (sur le calendrier d'exécution) les lieux d'intervention simultanée de plusieurs acteurs. Il établit en liaison avec les intervenants concernés, notamment les entrepreneurs, la synthèse des niveaux de co-activité propre à l'opération et identifie les phases critiques caractérisées par des regroupements de tâches susceptibles de conduire à un excès de co-activité.

Il notifie aux entrepreneurs, au maître d'œuvre et au coordonnateur OPC de chantier la nature et la localisation des phases critiques et les invite à rechercher des organisations différentes présentant un niveau de co-activité admissible.

Il note les dispositifs, consignes, moyens mis en commun, contraintes particulières qu'il a pris, préconisés ou notés.

3.4.8.3 *Responsabilité du coordonnateur SPS.*

En cas d'excès de co-activité sur le chantier constaté par toute autorité compétente (inspection du travail, organisme d'assurance maladie, OPPBTP, maître d'œuvre), le coordonnateur SPS est tenu d'apporter la preuve qu'il a rempli entièrement ses obligations résultant du paragraphe précédent.

3.4.9 Phase de réception des travaux

Le coordonnateur réalisera une visite exhaustive des ouvrages et notamment du bâtiment en fin de chantier, lors de la phase des Opérations Préalables à la Réception, afin de vérifier la bonne exécution des travaux dans le respect de la réglementation vis-à-vis de la sécurité, de l'hygiène et la santé des personnes. Ces éventuelles observations seront formalisées par un rapport de visite remis au maître d'ouvrage et son représentant afin de les inclure aux réserves d'OPR.

3.4.10 Levée des réserves

Le coordonnateur assurera sa mission de coordination et de vérification des dispositions de sécurité et de protection de la santé durant la phase de levée des réserves (jusqu'à la levée de la dernière réserve).

3.5 Relations avec les autres intervenants de l'opération :

Le coordonnateur SPS est totalement indépendant du groupement mais doit travailler en bonne intelligence avec lui, l'OPC et toutes les entreprises afin que les préoccupations de sécurité soient intégrées dans la conduite du chantier et l'utilisation future de l'ouvrage. Une information mutuelle aussi large que possible est nécessaire de ce point de vue. Cette bonne entente est un élément essentiel de la réussite de sa mission.

Il est impératif que des rendez-vous aient lieu entre le coordonnateur SPS et le concepteur. Ces rencontres durant la phase conception (tout particulièrement) permettront d'identifier et solutionner les problématiques de chantier suivantes :

- Interventions ultérieures sur l'ouvrage
- Installations de chantier (bungalows, accès, stockage, approvisionnements, etc....)

Le coordonnateur SPS veille à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention définis selon le Code du travail, à ce que les dispositions prévues au plan général de coordination soient bien appliquées, afin que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Il adresse des courriers RAR autant que nécessaires aux entreprises dès que la sécurité et l'hygiène ne sont pas respectées et sur toute demande du Maître d'Ouvrage.

La notion juridique de « danger grave et imminent », telle qu'elle ressort des dispositions des articles du Code du travail, est laissée à l'entière appréciation du coordonnateur SPS.

En cas de danger grave et imminent, le coordonnateur SPS a autorité pour faire arrêter sur-le-champ les travaux de la ou des entreprises concernées dans la ou les zones jugées dangereuses, ou de simplement faire arrêter la tâche dangereuse, ou enfin de faire délimiter ou condamner une zone jugée dangereuse pour tous.

Le coordonnateur SPS prévient immédiatement le groupement, le maître d'ouvrage de manière à faire appliquer le plus rapidement possible l'ensemble des procédures administratives et réglementaires, et à convoquer dans les vingt-quatre heures, sur place, les intervenants concernés, qui sont prévenus immédiatement des mesures prises en extrême urgence par le coordonnateur SPS.

La notification de cet arrêt est consignée au registre-journal. Le registre-journal doit alors être signé par le représentant de l'entreprise le plus élevé dans l'ordre hiérarchique, présent sur le chantier.

La reprise du travail des postes concernés ne peut avoir lieu qu'après mise en place des mesures de sécurité indispensables. La notification de reprise, qui incombe au coordonnateur SPS, est également inscrite au registre-journal.

Enfin, et en cas de refus d'obtempérer à la notification d'arrêt des postes de travail concernés, le coordonnateur SPS en réfère au maître d'ouvrage immédiatement afin que celui-ci prenne toutes les mesures appropriées.

3.6 Procédure de transmission des documents

Tous les comptes-rendus de visite, avis, et rapport seront numérotés suivant une série unique et continue et feront apparaître les références précises des documents ainsi que leur indice et date de rédaction.

Dans le cas où, il serait proposé par le groupement un système d'Echange de données informatiques, l'ensemble des documents produits par le contrôleur technique devront y être déposés de la notification jusqu'à la fin de la GPA.

Dans tous les cas, les documents devront obligatoirement être transmis par mail en parallèle.

3.7 Planning et délais prévisionnels

La mission du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé commence dès la notification de son marché.

La mission prendra fin à la date de levée de la dernière réserve postérieurement à la réception des ouvrages et validation de l'ensemble des DIUO établis par le CSPS.

Toutefois, le délai peut éventuellement être prolongé, par vacations, jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, pour des travaux imprévisibles qui nécessiteraient des dispositions particulières.

Le planning prévisionnel de l'opération est joint au marché dans la notice descriptive du projet.

Ce calendrier reste un planning enveloppe, qui pourra évoluer selon le projet retenu à l'issue du dialogue. Le présent marché pourra être adapté par avenant notamment selon la durée réelle des travaux pour la partie de mission de suivi des travaux.

Les rapports et documents établis par le CSPS devront être fournis dans les délais ci-après (en jour calendaire) :

- **Phase 1 dialogue** : Rapport d'analyse des projets en phase de dialogue : rapport à remettre sous **7 jours** à compter de la date de réception des projets.
- **Phase 2 conception** : Contrôle des documents de conception (APD et PRO) : rapport à remettre sous **10 jours** à compter de la date de réception des documents d'études.

Etablissement du PGC : document à remettre sous **20 jours** à compter de la réception des éléments du Concepteur.

- **Phase 3 préparation chantier** : Contrôle des documents d'exécution et PPSPS : rapport à remettre sous **7 jours** à compter de la réception des documents.
- **Phase 4 chantier** : Contrôle sur le chantier : compte-rendu de visite et VIC à remettre sous **2 jours**
- **Phase 5 OPR** : Vérifications finales en vue de la réception
- **Phase 6 Réception** : Réalisation du DIUO : dossier à remettre sous **21 jours** à compter de la réception des DOE.

3.8 Participation aux réunions et présence

Le CSPS devra participer à toutes les réunions où sa présence est nécessaire durant toutes les phases de sa mission sur demande de MOA, du concepteur, de l'OPC...

3.8.1 Phase dialogue

Le CSPS devra participer aux réunions en phase de dialogue selon les besoins du MOA non définis à ce jour.

3.8.2 Conception, élaboration du projet

Dès notification de son marché, le CSPS participera à toutes les réunions organisées par le Maître d'ouvrage quant à la conception et à l'élaboration du projet. Le Maître de l'Ouvrage lui transmettra toutes les études réalisées par les Concepteurs Réalisateurs ou autres prestataires intéressés à sa mission dans un délai compatible avec l'accomplissement de celle-ci.

Le CSPS participera notamment lors :

- **Avant-Projet Définitif (A.P.D.) : 1 réunion intermédiaire**
- **Validation Avant-Projet Définitif (A.P.D.) : 1 réunion**
- **Permis de construire / notice de sécurité : 1 réunion**
- **Etude de projet (PRO.) : 1 réunion intermédiaire**
- **Validation du PRO : 1 réunion**

Assister aux réunions ponctuelles organisées, demandées par le maître d'ouvrage.

3.8.3 Suivi du chantier

Le CSPS doit pendant toute la durée des travaux préparatoire et d'exécution assister :

- **Aux rendez-vous de chantier hebdomadaires (1 réunion hebdomadaire)**
- **Aux réunions mensuelles dites "de Maîtrise d'Ouvrage", (1 réunion par mois en plus de la réunion de chantier hebdomadaire)**
- Aux rendez-vous particuliers en dehors des rendez-vous de chantier hebdomadaires afin d'assurer des compléments de mise au point qui peuvent s'avérer nécessaires,
- **A 1 visite hebdomadaire minimum inopinée**, afin de s'assurer du respect des dispositions arrêtées lors de l'établissement des documents de base ou lors des rendez-vous tant hebdomadaires que particuliers. La fréquence de ces visites de chantier sera à adapter selon la phase de chantier et les risques. Elle pourra notamment être réduite lors de la phase de préparation de chantier. Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu comportant des observations avec précision des zones et ouvrages visités/contrôlés.

Sa présence ne devra être inférieure en aucun cas à 1 visite par semaine et devra être adaptée selon l'intérêt et l'avancement des travaux.

3.9 Texte règlementaire

Le titulaire devra respecter l'ensemble des réglementations et normes afférentes, parues et à paraître. Il devra notamment respecter le code du travail, le code de la construction, le code de la santé publique, ainsi que tous les codes, textes réglementaires, normes et documents techniques traitant de la sécurité et de la protection de la santé.

Il devra prendre en compte également :

- Les différentes recommandations et prescriptions des organismes de prévention : CARSAT, DIRECCTE, O.P.B.T.P., etc.
- Les règlements spécifiques à l'amiante en cas de découverte d'amiante sur des réseaux ou ouvrages enterrés.

3.10 Conditions d'exécution de la mission

Si le coordonnateur n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur adressera ses rapports au Maître de l'Ouvrage, au Concepteur, au Contrôleur Technique, aux Entreprises et Organismes compétents.

Au cas où un désaccord apparaîtrait entre le coordonnateur et une Entreprise ou le Concepteur, en particulier dans la mise en place des mesures de sécurité et de protection de la santé collective, une réunion de mise au point aura lieu en présence du Maître de l'Ouvrage qui devra arbitrer le litige si une aucune entente n'est trouvée.

3.11 Contenu des documents

3.11.1 Registre Journal RJ.

Le coordonnateur met en place un registre-journal de la coordination dans lequel il consigne au fur et à mesure le déroulement de l'opération :

- Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières, qu'il fait viser par les entreprises concernées.
- Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au Maître de l'Ouvrage, au concepteur, aux entreprises ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.
- Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux. Cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.
- Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé éventuellement à lui succéder.
- Il présente le registre-journal, sur leur demande, au Maître d'ouvrage, à son représentant, à l'inspecteur du travail ou son représentant habilité, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et au représentant du chef du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.
- Le registre-journal est conservé par le coordonnateur jusqu'à la fin de la levée des réserves postérieurement à la date de réception de l'ouvrage. Il sera alors remis au Maître de l'Ouvrage.

3.11.2 Le plan général de coordination P.G.C.S.P.S

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera à réaliser durant la phase PRO, il sera intégré aux documents contractuels constituant le marché du Concepteur Réalisateur.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités, ou de la succession des activités des différents intervenants sur le chantier.

Il comporte notamment :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.
- Les mesures d'organisation générale du chantier établies en concertation avec le groupement.
- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - o Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales,
 - o Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles,
 - o La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
 - o Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres,
 - o Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
 - o L'utilisation des protections collectives, des clôtures de chantier, des accès provisoires et de l'installation électrique générale,
 - o Les mesures prises en matière d'interactions sur le site
 - o Les installations de la base vie (vestiaires, sanitaires, salle de réunion, bureaux...)
 - o Le phasage des travaux.
- Les sujétions découlant des interférences, avec les activités à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment pour le personnel du chantier (conformité aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail).
- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnes ainsi que des mesures communes d'organisation prises en la matière.
- Les modalités de coopération entre les entrepreneurs

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, tenu à jour par le coordinateur pendant toute la durée du chantier, est remis au Maître de l'Ouvrage dans les mêmes conditions que celles afférentes au registre-journal de la coordination.

3.11.3 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S)

Le coordonnateur examine, analyse, vérifie chaque plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Il est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres entrepreneurs contractants et de transmettre à chaque entreprise qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

En outre, le coordonnateur communique obligatoirement aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros-œuvre et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés au Code du Travail.

3.11.4 Dossier d'intervention ultérieure de l'ouvrage (DIUO)

Le cadre du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) est défini au code du travail. Le DIUO élaboré par le coordonnateur SPS rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures. Il sera réalisé après remise des DOE par les entreprises.

Le DIUO rassemblera sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques, les notices de maintenance, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis par le coordonnateur SPS au Maître de l'Ouvrage, après la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

Le DIUO doit à minima contenir :

- Une présentation générale de l'ouvrage et des conditions de sa réalisation ;
- La liste de tous les intervenants de l'opération ;
- Le dossier de maintenance ;
- Les fiches d'intervention ultérieure avec les risques liés aux accès sur le lieu d'intervention et les risques liés à l'intervention elle-même. A ces documents seront joints les extraits du DOE, les notices et les plans ou schémas utiles à la réalisation de l'intervention. Ces derniers éléments devront être parfaitement référencés.

3.11.5 Cadre général de la mission

Que ce soit pour le PGC, le RJC ou pour le DIUO, aucun document type généraliste ne sera accepté. Chaque mission fait l'objet de l'établissement de documents spécifiques à la mission et aux caractéristiques de la présente opération.

Ainsi, avant tous envois aux entreprises, comme aux organismes de contrôles ou de prévention, chaque document établi par le CSPS devra être vérifié et validé par le maître d'ouvrage. Ces documents seront retravaillés par le CSPS autant de fois que nécessaire avant validation du maître d'ouvrage. Cela prévaut notamment pour le PGC, qui est le document de référence, mais également pour les autres documents spécifiques (déclaration préalable, DIUO...).

4 Conditions d'intervention

La période d'intervention des marchés de prestations intellectuelles est le plus souvent fixée du lundi au vendredi, de 8H00 à 18H00. Cependant, de manière exceptionnelle, des interventions peuvent être réalisées en horaires décalés (soir, nuit et week-end). A cet effet, les préposés des titulaires du marché amenés à venir sur site, pourront avoir à s'adapter auxdits horaires décalés, sans surcoût. De la même façon, si des contrôles ou visites s'avéraient irréalisables ou impossibles les jours planifiés ou devaient être écourtés ou suspendus lors des venues sur sites, le titulaire s'engage à faire revenir ultérieurement ses préposés, sans surcoût.